

La problématique industrielle : l'indispensable adaptation permanente

Du point de vue industriel, l'intérêt du RETEX est en premier lieu de comprendre comment se comportent les matériels "en situation", afin d'anticiper sur les modifications demandées par les opérationnels sans attendre que le long processus de réalisation des équipements ait pu aboutir et pour imaginer les besoins futurs et orienter les travaux des équipes de conception.

Au-delà de cet aspect technique cependant, le RETEX recouvre évidemment une dimension humaine et politique. Si la problématique industrielle semble, *a priori*, s'intéresser davantage au technico-opérationnel qu'au politico-militaire, elle nécessite malgré tout, pour être complète, d'anticiper sur les événements, donc de s'intéresser à l'appréciation de situation et de développer des structures internes de réflexion (tel le BSTC - *Battle Space Transformation Center* - de Thales) qui permettent de *confirmer (ou parfois d'infléchir)* les grandes tendances.

Ainsi, la validation de la pertinence du *NCW (Network Centric Warfare)* comme cadre nouveau d'engagement des forces, a conduit à identifier de nouvelles exigences dans la conception des matériels et systèmes d'armes. De même faut-il exploiter les technologies disponibles et les capacités nouvelles offertes en matière de systèmes d'information et de communication pour architecturer différemment les PC, de manière plus souple, modulable, interopérable, décentralisée (allègement en zone d'opération, et report de la planification et

de l'exploitation du renseignement notamment en zone sécurisée), et améliorer la connaissance partagée sur le terrain par le développement de moyens de communication et de senseurs.

Les carences identifiées concernent :

- l'exploitation insuffisante du renseignement (notamment en matière de corrélation) ;
- la détection des menaces en milieu civil ;
- les armes non létales pour la maîtrise des foules ;
- la protection des forces (en phase d'intervention comme de stabilisation) contre les missiles sol-air et les lance-roquettes antichars.

Le RETEX de la présence militaire française en Afghanistan a permis d'évaluer la pertinence de nos moyens par rapport aux missions des forces engagées sur le théâtre et de tirer quelques leçons. Le principal enseignement porte sur **l'intérêt du déploiement de drones tactiques qui apparaissent désormais essentiels dans les situations d'insécurité militaire et pénale des troupes au sol appelées à se multiplier**, puisqu'ils peuvent permettre la permanence et la discrimination de l'information au profit de l'autonomie de décision du chef tactique. Ils permettent également la récolte et le stockage de preuves pour mieux contrer la propagande ennemie et répondre ainsi de surcroît avec transparence aux inévitables commissions d'enquête, qu'exigera de plus en plus la vie d'une vraie démocratie.

La question du "vivier" sur lequel s'appuyer pour exploiter les RETEX est importante. L'Armée de terre, à la pointe de l'évolution, a créé le CDEF. Il reste néanmoins à définir :

- les relations que celui-ci entretiendra avec les autres armées ;
- comment, au niveau interarmées, les différentes cellules dédiées à l'élaboration des doctrines d'emploi propres à chaque armée vont pouvoir nourrir le futur CICDE (Centre interarmées des concepts, doctrines et expérimentations) ;
- comment, enfin, coordonner nos RETEX avec ceux de nos principaux alliés (opérations nationales, en coalition, ou enco-



SIRPA TERRE

re effectuées par d'autres mais riches d'enseignements). Se pose donc la question d'une structure d'échange pour l'heure absente (mise à part FINABEL pour ses dix pays européens membres, en cours d'élargissement à 25).

Les enseignements tirés des conflits (pas seulement les plus récents) soulignent un besoin urgent d'accélération dans plusieurs domaines :

- l'apport du domaine spatial aux besoins des armées (renseignement, communications, positionnement) ;
- les systèmes d'information et de commandement (atténuation du "brouillard de la guerre" et meilleure conduite de la manœuvre) ;
- les armes "intelligentes", précises et adaptées aux nouvelles formes d'engagement.

Or, ces "retours", peu connus, sont les parents pauvres des arbitrages budgétaires. Il faut faire évoluer la situation. C'est cela aussi "l'adaptation réactive". Les contraintes budgétaires (fin des études amont DGA) ne doivent pas paralyser l'innovation, d'autant que de nouveaux chantiers, comme celui de la détection des menaces civiles et militaires de communication s'ouvrent à nos ambitions. Il faut par ailleurs engager un processus permettant d'accélérer la mise en œuvre des programmes. L'horizon minimal actuel de 10-20 ans reste beaucoup trop lourd et il pourrait être utile à cet égard, de développer les pratiques de "crash program".

Là encore, le concept "d'adaptation réactive" comme multiplicateur d'efficacité révèle tout son potentiel de lutte contre

l'inertie et les conservatismes qui contribuent à l'obsolescence de nos matériels par rapport aux transformations accélérées des conditions (modalités) et du contexte des affrontements à venir et aux innovations technologiques civiles, toutes de plus en plus à la portée d'adversaires bien financés.

Au-delà de l'application duale de nombre de technologies, Les grands groupes d'armement gagneraient à se structurer de manière civilo-militaire, afin de décloisonner les logiques pourtant complémentaires mais souvent ignorantes l'une de l'autre de deux mondes interdépendants. **La logique de conception des programmes doit en effet s'adapter en temps réel à chaque conflit, à la militarisation du marché de la sécurité comme à la banalisation des technologies, ce qui suppose une réactivité administrative encore dans les limbes...**

Enfin furent évoquées les perspectives liées à la création de **l'Agence européenne de Défense, dont on ne peut qu'attendre un rôle d'impulsion et de réflexion sur la problématique capacitaire**. Ses objectifs théoriques sont ambitieux : "mieux dépenser", mettre en lumière des besoins opérationnels convergents, inciter les pays européens à fournir un effort comparable à celui de "ceux qui en font le plus", suggérer l'élaboration d'une "programmation militaire européenne" de référence, dans un cadre souple et réactif, pour cadrer les futures lois de programmation nationales. Pour répondre à ces attentes, il faut donc établir un lien entre le volet "capacité" de l'Agence, qui doit elle-même être en phase avec les besoins actualisés des états-majors, et une instance collective européenne à même de tirer les leçons apprises.

Repenser le lien politique - militaire, condition de l'efficacité

Ce thème a parcouru, le plus souvent de manière ouverte et parfois implicitement, la majeure partie des échanges entre intervenants et a fourni matière à une grande partie des questions et points de vue livrés par l'auditoire. Cette dominante mérite d'être relevée, car elle traduit l'importance d'une préoccupation et l'urgence de sa pri-

se en compte au niveau politique. La question de la formation des élèves - officiers au dialogue avec le politique et à un véritable rôle de "conseiller" a servi de déclencheur à l'expression d'un souci abordé sous divers angles et en nuance, mais unanimement ressenti.